

Histoire et campagne électorale, un mélange explosif

Autor(en): **Müller, Jürg**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger**

Band (Jahr): **42 (2015)**

Heft 4

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-912087>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Histoire et campagne électorale, un mélange explosif

Marquée par de multiples événements commémoratifs, l'année 2015 montre une fois de plus que l'histoire libère les émotions les plus vives, tout en étant inextricablement liée à la politique

JÜRIG MÜLLER (TEXTE)

ANDRÉA CAPPEZ (ILLUSTRATIONS)

Une demi-heure avant le début de la manifestation, le Salon rouge de l'Hôtel de Berne Bellevue-Palace est déjà comble. Le tabloïd «Blick» est «on tour», comme annoncé dans sa publicité. Au programme, un duel au sommet, une joute oratoire opposant la star de la politique et ancien conseiller fédéral UDC, Christoph Blocher, au professeur d'histoire et historien de renom, Thomas Maissen. Nous sommes le 21 avril 2015 – et l'objet de la polémique concerne des événements émanant d'un lointain passé datant des années 1315, 1515 et 1815. Outre les partisans des deux camps, un nombre étonnant de célébrités ont fait le voyage. Parmi eux Otto Lampe, ambassadeur allemand en Suisse, ainsi que plusieurs parlementaires. Le lendemain, le «Blick» résume, à la manière d'un commentateur sportif, «Duel sur les mythes fondateurs de la Suisse: 4-3 pour Maissen».

Même s'il ne s'agit pas de sport, l'intérêt manifesté par le public suisse pour ces débats historiques habilement scénarisés est aujourd'hui presque aussi grand que pour le football. Et le «Blick» n'est pas le seul à s'y intéresser. La «Weltwoche», le quotidien «Neue Zürcher Zeitung» (NZZ) ainsi que la radio et la télévision ont organisé ces derniers mois une multitude de tables rondes. Les protagonistes sont presque toujours les mêmes, seule la composition diffère: outre Blocher et Maissen, citons éga-

lement le conseiller national UDC et historien de la médecine Christoph Mörgeli, le rédacteur en chef de la «Weltwoche» et candidat UDC au Conseil national Roger Köppel, le rédacteur en chef de la «Basler-Zeitung» proche de l'UDC Markus Som, l'historien bernois André Holenstein et l'historien bâlois Georg Kreis.

Un vacarme assourdissant envahit les podiums

On est loin ici de l'image selon laquelle les politiciens ne s'embarrasseraient pas de bonnes manières quand les scientifiques useraient de mille précautions. Dans son dernier livre

«L'intérêt manifesté par le public pour ces débats historiques habilement scénarisés est aujourd'hui presque aussi grand que pour le football.»

«Schweizer Helden-geschichten – und was dahintersteckt», Thomas Maissen adopte une approche étonnamment combative pour un historien et un professeur universitaire: chacun de ses chapitres est introduit par des citations de Christoph Blocher ou du conseiller fédéral UDC Ueli Maurer. L'auteur s'attache ensuite à les disséquer, non sans humour. Le livre est une réponse à la politique de la mémoire efficace et habilement conçue par les partis nationalistes et conservateurs suisses depuis les 25 dernières années, écrit Maissen dans sa préface. Selon «Blick», Blocher reproche à l'historien de vouloir dissoudre la Suisse afin qu'elle puisse adhérer à l'UE: «Celui qui ne prend pas la Suisse au sérieux, la démythifie, dénature son histoire et la présente comme

incohérente, n'a d'autre intention que de dissoudre la nation.»

Compte tenu de l'ampleur de l'affrontement sur les podiums et dans les publications, le ministre de l'Intérieur Alain Berset a appelé les belligérants à la modération pendant un débat au Conseil des États. Le conseiller fédéral PS estime que les modalités du débat sur la véritable vision historique de la Suisse divisent le pays et sa population: «Je vous demande de vous souvenir que tous ces récits font partie d'une grande histoire commune. Notre histoire.»

Si l'histoire suscite actuellement autant d'émotions en Suisse, c'est en premier lieu du fait de l'accumulation des événements commémoratifs prévus cette année: la Bataille de Morgarten (1315), la conquête de l'Argovie par les Confédérés (1415), la bataille de Marignan (1515), le congrès de Vienne et l'adhésion du Valais, de Neuchâtel et

de Genève (1815). Quantité de célébrations et de manifestations de toutes sortes seront donc organisées au cours de l'année. Les médias se sont, eux aussi, emparés du sujet. La NZZ a même lancé un nouveau magazine trimestriel intitulé «NZZ-Geschichte». A la une de la première édition: «Napoléon – Erfinder der modernen Schweiz» (Napoléon, fondateur de la Suisse moderne), dont l'auteur n'est autre que Thomas Maissen.

De 1315 à 1815

Mais quel est l'objet de la polémique? Le débat se situe à plusieurs niveaux. Il porte tout d'abord sur le rapport entre les mythes fondateurs et la culture de la mémoire nationale, et la recherche historique. Le débat se focalise également sur les divergences d'interprétation concernant l'importance attribuée aux événements historiques et prend,

pour finir, une tournure résolument politique. Ces débats trouvent leur origine dans les célébrations commémoratives de cette année. Vous trouverez ci-après, sous une forme abrégée, les principales lignes de désaccord relatives aux événements:

■ 1315: la bataille de Morgarten occupe une place toute particulière dans la culture de la mémoire helvétique. On raconte que les courageux Confédérés suisses, armés de pierres et de rondins, repoussèrent les Habsbourg armés jusqu'aux dents, près du lac d'Aegeri. La seule chose que l'on sait vraiment est que, sous une forme ou une autre, l'événement s'est déroulé. Mais l'endroit, la forme ainsi que l'objet du conflit font l'objet de controverses; les sources sont extrêmement limitées. La plupart des experts considèrent ces événements comme peu importants.

■ 1415: l'importance de la Conquête de l'Argovie par les Confédérés est généralement sous-estimée. Il s'agit d'une expédition punitive contre les Habsbourg menée par les Confédérés sur ordre du roi Sigismond de la maison de Luxembourg. Cet événement est à l'origine de la formation des premiers bailliages communs. «Sans l'œuvre commune qu'est la Conquête de l'Argovie, l'alliance fédérale, souvent mise à mal, se serait disloquée comme la Ligue hanséatique (allemande)», écrit Maissen dans la NZZ.

■ 1515: la bataille de Marignan occupe également une place importante dans la culture de la mémoire. La défaite des Confédérés est considérée comme le tournant majeur de l'histoire de la Suisse, cette bataille ayant marqué la fin de la politique d'expansion active des États confédérés. C'est ici que réside également le cœur de la future po-



Revue Suisse / Août 2015 / 179

litique de neutralité adoptée par la Suisse. Mais les partisans de cette interprétation oublient que la politique d'expansion s'est poursuivie: deux décennies plus tard, Berne a conquis le pays de Vaud et momentanément aussi d'autres territoires savoyards au sud du lac Léman. La Confédération a, par ailleurs, conclu des contrats de fourniture de troupes, notamment avec la France. La politique de neutralité de la Suisse, selon la plupart des experts, ne s'est développée que beaucoup plus tard.

■ 1815: le congrès de Vienne, qui a forgé l'Europe post-napoléonienne, a entre autres mené à la reconnaissance de la neutralité durable de la Suisse. Notons que cette décision a surtout été prise dans l'intérêt européen, car la Suisse constituait une zone tampon à la frontière orientale de la France. Cette démarche s'est appuyée sur un diktat des puissances victorieuses: la Suisse, qui est apparue totalement désunie à Vienne, a dû payer le prix fort en acceptant les frontières intérieures et extérieures qui lui ont été imposées et en intégrant de nouveaux cantons francophones, ceux du Valais, de Neuchâtel et de Genève.

Une vision de l'histoire comme message politique

Ceux, qui envisagent ces événements sous la seule perspective de l'histoire nationale, les interprètent comme des actes délibérément orientés vers l'autodétermination, le désir d'indépendance et la défense militaire contre l'ingérence de tiers. Cette vision de l'histoire est utilisée pour délivrer un message hautement politique: si vous voulez préserver cette indépendance si durement acquise, votez UDC. L'Union démocratique a préparé ces débats depuis longtemps, affirme Hermann Strittmatter, le doyen de la branche publicitaire suisse, dans un entretien accordé à la «NZZ am Sonntag». «Contrairement aux autres mouvements politiques, les partis nationalistes

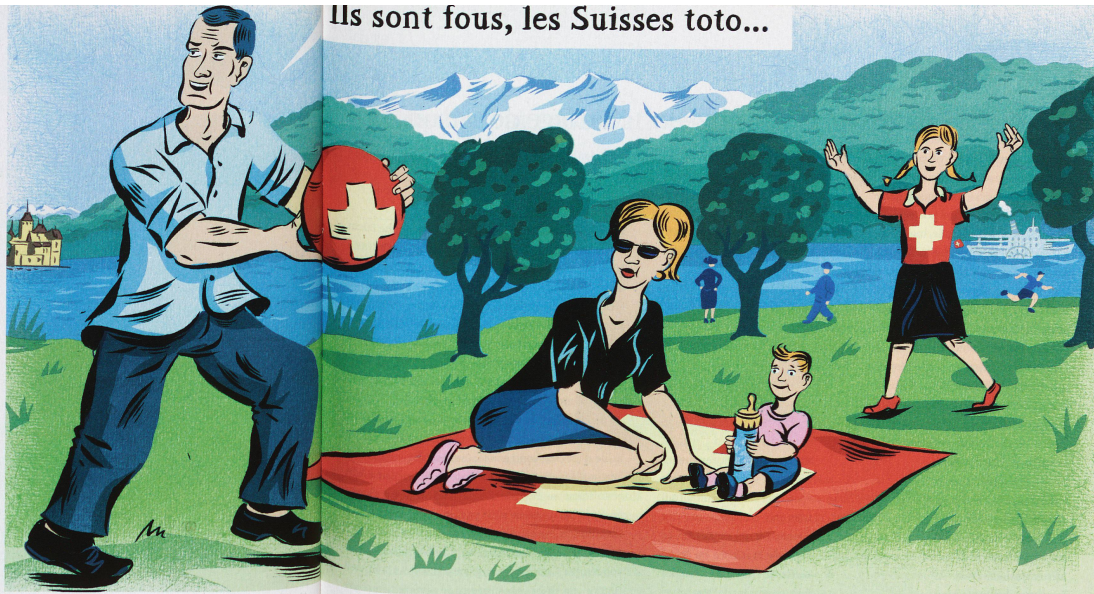
et conservateurs préparent ce type de campagne sur le long terme. La campagne est «professionnelle et intelligemment conçue sur le plan de la communication». Le publicitaire invite donc à ne pas «sous-estimer les débats sur la bataille de Marignan».

Ce prétendu débat historique est, en réalité, une guerre par procuration ayant pour objectif l'obtention de l'hégémonie culturelle et du pouvoir interprétatif. C'est une offre qui permet à un pays plongé dans l'incertitude de s'identifier - un pays déchiré entre, d'une part, la mondialisation économique et une forte intégration en matière de politique européenne et, d'autre part, un retour aux origines culturelles, une renationalisation et une tendance au cloisonnement. Selon Thomas Maissen, il est légitime d'utiliser des données historiques obsolètes dans la lutte pour le pouvoir et les parts de suffrage. «Mais il est tout aussi légitime et, parfois aussi nécessaire, qu'un scientifique compare, en échangeant avec d'autres experts, l'interprétation politique et populaire de l'histoire avec l'état actuel des connaissances.»

L'entrelacement et la démarcation

Thomas Maissen n'est pas le seul à s'être intéressé à la vision de l'histoire de l'Union démocratique. Fin 2014, son confrère André Holenstein, historien non moins éminent et professeur d'histoire suisse à l'Université de Berne, a publié un ouvrage, qui fit l'objet de vives discussions, intitulé «Mitten in Europa: Verflechtung und Abgrenzung in der Schweizer Geschichte». «Depuis les années 90, l'Union démocratique du centre (UDC) compte parmi les partis ralliant le plus d'électeurs. Elle doit cette ascension à une stratégie politique, qui attise les peurs de la population suisse face à l'aliénation culturelle de son pays», écrit Holenstein dans son introduction. Si les irritations actuelles des sensibilités nationales sont abordées dans le livre, elles ne sont pas la source d'inspi-

Ils sont fous, les Suisses toto...



Pas d'intérêt pour Marignan en Romandie

Le débat historique autour de Marignan, qui s'applique à différencier les mythes de la réalité, ne trouve que peu d'écho en Romandie.

BARBARA ENGEL

Les Suisses romands, pourtant férus de débats, sont peu nombreux à se joindre aux discussions sur l'importance des événements historiques célébrés cette année en Suisse. La raison est simple: 1515, l'année de la bataille de Marignan, n'est pas une date de l'histoire des Suisses romands et la bataille n'a jamais joué un rôle majeur dans leur historiographie. En effet, les Romands ne sont guère inspirés par les narrations classiques de la Suisse alem-

annique, car ils n'en faisaient pas partie à ce moment de l'histoire: ni dans les années héroïques qui ont marqué la fondation de la Confédération, ni lors de l'émergence de la Confédération des huit cantons au XIV^e siècle, ni dans la phase d'expansion qui a suivi avec la conquête de l'Argovie et de la Thurgovie. Même l'ascension de la Confédération, devenue alors puissance européenne, est survenue avant que les Romands ne deviennent «Suisse».

La Confédération des huit cantons créée en 1388 était une entité purement suisse allemande. L'expansion de la Confédération dans la Romandie actuelle a débuté avec les guerres de Bourgogne (1476-1481), qui ont débouché sur l'adhésion de Soleure et de Fribourg. La ville bilingue de Fribourg fut le premier élément romand dans la Confédération. En réalité, la Suisse romande n'est apparue qu'en 1798 avec la création de la République helvétique. Et ce n'est qu'en 1848, année de la création de l'État fédéral, que les Genevois, les Vaudois, les Neu-

châtelois, les Fribourgeois romands, les Valaisans romands et les Jurasien devinrent des citoyens d'un seul et même État. 1848 pourrait donc être considérée comme l'année de création de la Romandie.

Au XIX^e siècle, la Romandie était encore clairement séparée en deux parties: il y avait, d'une part, Genève, le pays de Vaud, Neuchâtel et la partie sud du Jura bernois, qui affichaient une tradition libérale et réformée et, d'autre part, Fribourg, le Valais et le Jura septentrional, qui partageaient une culture plutôt catholique et conservatrice. Les clivages idéologiques et confessionnels étaient largement plus importants que l'élément unificateur de la langue.

La situation a changé au début du XX^e siècle. L'hostilité croissante qui régnait entre l'Allemagne et la France s'est également reflétée dans les tensions entre les différents

groupes linguistiques de Suisse. Les Romands n'étaient soudainement plus seulement des Genevois, des Vaudois et des Neuchâtelois, mais se définissaient comme des membres

d'une même région linguistique. C'est à cette époque qu'est apparu le terme «Romandie», venant se substituer aux locutions généralement utilisées, «Suisse romande» ou «Welschland». Si le néologisme a renforcé un nouveau sentiment d'appartenance, il a encore aujourd'hui «plutôt mauvaise réputation» dans la Suisse romande, écrit Christoph Büchi,

correspondant culturel de la «Neue Zürcher Zeitung» à Lausanne. Officiellement, le terme est uniquement utilisé pour désigner la célèbre course cycliste: le «Tour de Romandie».

BARBARA ENGEL EST RÉDACTRICE EN CHEF À LA «REVUE SUISSE»

ration principale de l'auteur. Celle-ci réside bien plus dans l'observation du «comportement ambivalent, contradictoire et même schizophrène du petit État qu'est la Suisse, imbriqué depuis toujours de manière quasi existentielle dans l'Europe et le monde, mais désireux de s'en démarquer spirituellement et mentalement».

Holenstein n'apporte pas de faits nouveaux, mais décrit l'histoire de la Suisse de manière cohérente sous le point de vue de l'entrelacement et de la démarcation. Depuis la fin du Moyen Age, époque où la Confédération a commencé à asseoir son identité, des antagonismes (participation et isolation, association et repli sur soi, intégration et isolement) ont marqué à des degrés divers ses stratégies de vie et de survie. Holenstein ne juge pas, il voit même quelque chose de fructueux dans cette interdépendance, qui, finalement, explique pourquoi «la Suisse a survécu aux tourments historiques du passé et pourquoi ils existent encore au début du 21^e siècle».

Des opposants de gauche impuissants

En cette année électorale, les forces nationales et conservatrices manifestent leur position de manière si véhémement que les autres parties se laissent fortement distancer. Les autres partis bourgeois ne prennent quasiment pas part aux débats politico-historiques. Les partis de gauche, notamment le Parti socialiste suisse (PS), tentent d'introduire d'autres références historiques, sans grand succès. En mai, le PS a incité la population à planter des tilleuls de la paix pour commémorer les 70 ans de la fin de la Seconde Guerre mondiale - sur le modèle des actions spontanées qui ont été menées en 1945. Quelques villes et villages ont repris cette idée, sans rencontrer beaucoup d'écho auprès du public. Dans le numéro d'avril de «Socialistes»,

le journal périodique du PS, l'historien Peter Hug reproche à la Suisse officielle d'avoir négligé de façon inadmissible le souvenir du 8 mai 1945. Sur ce point, il existe un rapport étroit entre l'absence de culture de la mémoire et la défiance que la Suisse exprime actuellement envers l'Europe, qu'elle considère comme un ennemi.

Le fait qu'il y ait différentes approches d'un passé commun et différentes cultures de la mémoire n'est pas un mauvais signe pour la démocratie. Mais celles-ci doivent se baser sur des faits traités de manière scientifique. Il existe un «droit de veto concernant les sources». Autrement dit, même si l'histoire n'est pas une science exacte, un historien spécialisé ne peut s'autoriser à affirmer un fait qui n'est pas corroboré par des sources ou qui est falsifié. La tâche de la science est de débattre de l'interprétation des faits, en partant de l'état actuel des connaissances. Le problème se pose lorsque l'interprétation du passé est destinée à produire un message clairement politique pour l'avenir. A la fin d'une allocution prononcée à l'occasion du vernissage de l'exposition sur la bataille de Marignan au Musée national de Zurich, le conseiller fédéral Alain Berset a tiré la sonnette d'alarme en utilisant les mots suivants: «Il n'existe pas une seule et même vision du passé - de la même manière, nous avons le choix entre plusieurs futurs possibles.»

JÜRIG MÜLLER EST RÉDACTEUR À LA «REVUE SUISSE»

Bibliographie:

Thomas Maissen: «Schweizer Heldengeschichten - und was dahinter steckt». Editions Hier und Jetzt, Baden 2015, 234 pages.
André Holenstein: «Mitten in Europa. Verflechtung und Abgrenzung in der Schweizer Geschichte». Editions Hier und Jetzt, Baden 2014, 285 pages.

Mariage de raison

STÉPHANE HERZOG

La réédition augmentée du livre de Christophe Büchi, correspondant de la NZZ en Suisse romande de 2001 à 2014, tombe à pic. En ces temps de débat sur l'enseignement de la langue française dans les écoles primaires alémaniques, il n'est pas superflu de se pencher sur les liens qui ont fait la Suisse, et donc sur les failles qui pourraient s'élargir entre les régions. Ainsi celle consécutive au refus en votation populaire de l'Espace économique européen en 1992, «aboutissant à une division profonde du pays», estime l'auteur.

Le «Mariage de raison» est un ouvrage érudit, rédigé dans une langue efficace et parfois drôle. Il fourmille d'idées et rend son lecteur intelligent, car chacun possède des bribes de l'Histoire suisse, que Büchi réunit pour nous parler du pays tel qu'il se présente aujourd'hui. L'auteur n'est pas un nationaliste, pourtant, le récit des batailles gagnées par les Waldstätten, devenus Confédérés, contre de grandes puissances européennes - comme Morgarten (1315) et Sempach (1388) - ne va pas sans créer une certaine émotion. L'entêtement, la soif d'indépendance et le courage de nos ancêtres forcent le respect.

Au-delà du récit historique et de l'analyse politique, l'ouvrage du journaliste alémanique est un hommage aux vertus du multilinguisme. Il explique pourquoi les Alémaniques ont choisi l'allemand comme écriture (c'est un legs de la Réforme) tout en conservant leur dialecte, là où les Romands ont abandonné le franco-provençal pour adopter la langue d'oïl, celle des rois de France. Cette langue, parée du prestige de la France, permettra, et devrait encore permettre, de compenser la position minoritaire des Romands dans le pays, juge Büchi. A condition que les Alémaniques continuent à l'apprendre et que par ailleurs ils continuent eux-mêmes à utiliser le «Hochdeutsch». Les Romands qui l'ont - un peu - apprise, attendent qu'elle soit utilisée avec eux par leurs cousins alémaniques. «Le multilinguisme, c'est l'idée suisse par excellence», conclut le journaliste.

MARIAGE DE RAISON. ROMANDS ET ALÉMANIQUES. Une histoire suisse. Christoph Büchi; Editions Zoé, 2015; 455 pages; CHF 30.-